

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. XCV.

---

Du Jeudi 1<sup>er</sup>. Octobre 1789.

Séance de mardi soir.

**A**PRÈS la lecture de diverses adresses d'adhésion, de respect & de reconnaissance ; on a fait mention d'une délibération des huissiers du châtelet, par laquelle ils font l'abandon volontaire & patriotique des dépenses & vacations qui leur sont dues pour les assignations relatives à la convocation de l'assemblée des états-généraux, & leur assistance aux assemblées élémentaires, tenues à l'archevêché.

On a distingué celle de la ville de Lourdes en Bigorre, qui demande la suppression des haras, & sollicite un décret pour proscrire à jamais le fatal régime dans la province ; administration arbitraire, y est il dit, qui fait gémir & souffrir la classe des cultivateurs, fait perdre entièrement l'espèce de jumens & chevaux, & contre laquelle les paroisses & communautés n'ont cessé de réclamer.

On a lu ensuite plusieurs lettres, l'une de M. le Chevalier de Semmerville, colonel du corps royal des Colonies, par laquelle il annonce que les deux brigades qui composent ce corps, en garnison à l'orient, ont souscrit

Tomte III.

P

pour une somme de 12000 livres dans le don patriotique ouvert en cette ville, & l'autre du *supérieur & procureur-général* de l'ordre de Cluni.

Après avoir prié par cette lecture l'assemblée nationale de ne pas douter de leur parfait dévouement pour la chose publique, ces *supérieurs* disent qu'ils ont été navrés de l'offre *précipitée* faite par quelques jeunes religieux de Saint-Martin-des-Champs, qui, sans les consulter, sans avoir présenté leur vœu à la délibération capitulaire, se sont écartés des vues sages de la plus saine partie de la communauté; « Nous ne cherchons point, ajoutent-ils, à développer les motifs qui ont pu porter à cet égarement ces religieux trompés par l'appercu d'une liberté plus attrayante que véritablement avantageuse. La jeunesse, de mauvais conseils, quelques instigations étrangères, sur lesquelles nous nous efforcerons de jeter un voile religieux, ont pu les égarer; mais ce que nous devons vous dire, c'est que l'ordre de Cluni ne desiré conserver son existence que pour donner à la patrie de nouvelles preuves de son zèle. . . . . Nous sommes trop convaincus de la sagesse qui doit diriger l'auguste assemblée des représentans de la nation, pour craindre qu'elle fasse droit sur la demande particulière d'individus désavoués par leur corps. »

En attendant les preuves de ce zèle tant vanté pour la patrie, jettons, comme ces charitables cénobites, un voile religieux sur ce combat de patriotisme. . . . .

On a continué la discussion sur la motion tendante à faire porter aux hôtels des monnoies les richesses oisives des églises.

Un membre du clergé a proposé un autre projet de décret. Après quelques discussions, il a été présenté plusieurs rédactions & amendemens. La différence principale consistoit à savoir si l'assemblée inviteroit ou ordonneroit le transport de cette *argenterie*?

La discussion ayant été fermée; la question préalable



étant refusée, & les deux épreuves sur la priorité des rédactions étant douteuses, on a simplifié la question, en demandant à l'assemblée de décider si elle vouloit inviter ou o donner? Elle a décidé qu'elle *inviteroit*.

Après avoir fait lecture de plusieurs amendemens, dont quelques-uns ont été retirés, le décret suivant a été adopté.

« Sur la proposition d'un des membres, l'assemblée nationale invite les archevêques, évêques, curés, chapitres, supérieurs des maisons & communautés séculières & régulières de l'un & de l'autre sexe, municipalités, fabriques & confrairies, à faire porter à l'hôtel des monnoies le plus prochain, toute l'argenterie des églises, fabriques, chapelles & confrairies, qui ne sera pas nécessaire pour la décence du culte divin. »

Le clergé tenoit beaucoup à ce luxe de la maison du Seigneur, qui donna toujours l'exemple de la plus humble pauvreté; mais l'invitation dont l'assemblée a préféré la forme, étant plus douce & plus décente qu'une injonction, ne diminuera pas sans doute, les sacrifices que la religion même doit à la patrie, dans une révolution qui pourroit devenir funeste à l'humanité... & certes la patrie est sainte aussi.

A Athènes, lorsqu'un homme qui n'avoit pas la confiance de ses concitoyens, proposoit une bonne loi, il étoit nécessaire qu'elle fût reportée par un bon citoyen, comme pour la réhabiliter; c'est ainsi que des loix sages & remplies d'humanité, qui furent proposées l'année dernière par des ministres dont les opérations ne jouissoient pas de la faveur publique, vont prendre dans l'assemblée nationale le caractère imposant & sacré qu'elles méritent.

On a déjà rapporté ce décret qui renvoyoit à un comité le soin de faire un projet de déclaration provisoire, qui donnât à l'accusé un conseil, la publicité de la procédure & le droit de prouver ses faits justificatifs en tout temps.

Le comité s'en est occupé avec tout l'intérêt qu'inspire le sort des malheureux qui ont été accusés au milieu de la



fermentation inévitable, dans la mémorable révolution de Paris. Il étoit beau de voir le chef d'une cour souveraine venir lui-même accuser la cruauté de nos loix, & les vices de notre procédure. M. de Beaumés a fait ce rapport ; il a développé avec autant de sagesse que d'éloquence, les vues générales & profondes du comité, dans la rédaction des 25 articles provisoires dont M. Thouret étoit chargé de faire lecture.

« Il étoit juste, disoit M. de Beaumés, que tout le royaume participât à des changemens qui par-tout sont nécessaires, & le premier caractère de la loi, est d'être générale ; ce que vous attendez de nous, n'est pas un code, mais un petit nombre d'articles ; ce n'est pas une régénération, mais une première réforme ; ce n'est pas un système durable de législation, mais une disposition provisoire.

M. de Beaumés fixant d'abord ses regards sur les effets de la publicité de la procédure, calculant son influence sur tous les actes de l'instruction & sur le jugement, envisageoit cette influence sous le double rapport de l'intérêt public & de l'intérêt de l'accusé. Il distinguoit en conséquence deux époques dans la procédure, celle qui précède le décret & celle qui le suit. « Les premières procédures, bases de l'accusation & peut-être du jugement définitif, disoit-il, demeureront-elles enveloppées des ténèbres ? la première information qui doit précéder & motiver le décret ne doit pas être consommée dans la nuit du secret actuel de la procédure. La loi doit placer le juge dans la lumière ; elle doit l'investir de confiance & d'honneur. »

Il étoit difficile en effet, que l'on trouvât l'accusé suffisamment protégé dans cet ancien ordre de procédure ; aussi M. de Beaumés a dit, « que la publicité avoit paru au comité être trop tardive, si l'instruction avoit fait déjà de grands progrès avant de lui être soumise. »

Mais comment concilier la vindicte publique avec la liberté de l'accusé ? comment écarter les inconvéniens d'une



obscurité alarmante avec ceux d'une publicité prématurée ? le comité propose d'adjoindre au *ministère public* & au juge, pour toutes les procédures qui précéderont le décret, un certain nombre de citoyens notables, liés par un double serment à garder le secret des actes dont ils seront témoins & à veiller pour l'accusé à la régularité, à l'impartialité de toutes les opérations.

« Ces notables, ajoutoit M. de Beaumés, au nombre de deux ou de quatre, pris dans un plus grand nombre nommé chaque année par les municipalités, formeroient une sorte de *jurée* ou *pairie*, dont le témoignage irréprochable seroit rassurant pour l'accusé & honorable pour le juge. Rien ne seroit fait hors de leur présence, depuis la dénonciation ou plainte jusqu'au décret. »

Ici le philosophe & le publiciste, rappelant les formes tutélaires de l'Angleterre, qui a raison de s'enorgueillir de ses jurés bien plus que de la balance des trois pouvoirs, regretteront sans doute qu'une plus grande publicité n'éclaire pas dès l'origine tous les progrès de l'instruction & de la procédure ; mais qu'ils se rappellent que la capitale n'a réclamé qu'une loi provisoire, & que le comité est assujéti à conserver toutes les parties de l'ordonnance criminelle de 1670, & à modifier seulement quelques-unes de ces dispositions les plus disparates avec nos mœurs & nos lumières. C'est dans de pareilles circonstances que le comité laisse subsister le secret jusqu'au moment que l'accusation commence, & ne place la publicité la plus entière qu'immédiatement après le décret.

Le comité a heureusement oublié les bornes que le décret lui donnoit, pour proposer un article qui ordonne que le décret seroit rendu au moins par trois juges. C'est le vœu de tous les cahiers ; c'est une disposition d'un statut de Léopold dont jouit la Lorraine. S'il faut trois jours pour un jugement qui prononce sur la plus mince portion de fortune, pourquoi ne les exigeroit-on pas pour priver un citoyen de sa liberté ou de son honneur ?



Un autre article doit éviter rigoureusement aux domiciliés la gravité du décret de prise de corps, quand le titre de l'accusation ne peut mener à aucune peine afflictive ou infamante. Sur ce point, l'ordonnance de 1670 avoit un article exprès, mais peut-être trop vague, & se prêtant trop à l'arbitraire du juge.

« Dès que le décret a désigné l'accusé & saisi sa personne, ajoutoit M. de Beaumés, plus de mystère ; tout lui sera communiqué, tout sera fait publiquement ; l'interrogatoire, si précieux à sa défense, doit être fait sous les regards des citoyens. »

L'innocent effrayé par l'appareil de la procédure, se rassure par les lumières d'un conseil, qui ne pourra, il est vrai, interrompre l'interrogatoire, ni répondre pour l'accusé, mais qui veillera pour lui lors du rapport public du procès, & qui, après avoir entendu le dépouillement complet, clair & précis des faits, des indices & des preuves, sera admis à résumer verbalement tous ses moyens de justification.

C'est dans le même esprit qu'on propose de permettre à l'accusé de faire, dans tous les momens de l'instruction la preuve des faits qui importent à sa justification, en autorisant le juge à rejeter les faits qui lui paroîtront *impertinens & inadmissibles*.

Il y a long-temps que la raison & la justice réclamoient la réformation de cet article de l'ordonnance criminelle ; comment le législateur a-t-il pu oublier que le temps pouvoit faire disparaître si facilement les traces les plus décisives en faveur de l'innocence ? Comment la loi n'a-t-elle pas calculé les angoisses d'un accusé qui, pendant de longues procédures, gémit sous le poids des chaînes qu'un fait justificatif, prouvé dès l'origine, auroit pu faire tomber aussitôt.

On doit des éloges à la force & à la sensibilité que M. de Beaumés a déployées dans ses vues sur la justice

criminelle. Il parcourait ensuite les autres actes de la procédure, & prouvoit que la publicité répondoit à tout & mettoit à couvert les intérêts publics & privés.

Il présentait comme une conséquence des principes, l'admission des reproches contre les témoins en tout état de cause : que les formalités se taisent ; il n'est pas de moment où l'on doive jamais repousser la vérité.

Parvenu enfin au dernier interrogatoire, où l'accusé paraîtra pour la dernière fois sous les yeux du public, & pour la première fois en présence de tous les juges, M. de Beaumés proposait, au nom du comité, de ne point affliger ses regards par la vue de la *sellette*.

« Loin de lui, s'écrioit-il, cet usage barbare, cet instrument d'un funeste présage, qui convertit en opprobre même les soulagemens accordés par la compassion & l'humanité défaillante ; il a été un temps où l'on a critiqué cette réforme comme minutieuse ; nous osons la reproduire, parce que rien ne nous paroît minutieux dans de si grands intérêts ; parce qu'un premier mouvement de répugnance ou d'effroi peut affaiblir ou distraire les idées de l'accusé, quand il devoit recueillir toutes ses forces pour le dernier instant accordé à sa justification. »

Quant au *jugement*, le comité pense qu'il est nécessaire à la liberté, à l'étendue des discussions qui doivent l'accompagner ; que les magistrats, retirés dans l'intérieur de la *chambre du conseil*, se livrent dans le calme le plus profond à cette fonction redoutable ; ils rentreront pour prononcer leur sentence devant le peuple assemblé.

Nous ne saurions adopter une forme de jugement qui ne seroit pas publique. L'habitude de suivre les tribunaux apprend à croire, sur-tout à la justice des arrêts d'audience. A Rome on opinait en public sur la vie des citoyens, & la vie des citoyens étoit plus respectée ; d'ailleurs, n'oublions jamais ce grand principe, qu'il faut en-



tourer des regards publics & de l'opinion générale, les hommes sages condamnés à juger leur semblables ; ce regard soutiendra le mouvement de la conscience des bons ; elle arrêtera souvent l'opinion de celui qui seroit tenté de ne pas l'être ; mais c'est là un des points qu'il faut abandonner à la sagesse des nouveaux législateurs.

Après ce rapport, ou plutôt ce discours de M. de Beaumés, qui a été vivement applaudi, & dont on a demandé l'impression, M. Thouret a lu un projet de déclaration provisoire, composé de 22 articles, & rédigé d'après les principes déjà présentés. Il y a quelques articles qui sont relatifs à la pluralité des suffrages, c'est-à-dire, au calcul des probabilités nécessaires pour condamner un citoyen ; d'autres articles effacent enfin totalement de notre code la question dont le roi a eu le premier la gloire d'abolir une partie.

Le projet de loi doit être imprimé pour être soumis à la discussion dans la séance prochaine.

#### *Séance d'hier.*

Elle a été donnée toute entière à la constitution ; aussi trois articles importans ont été le fruit des délibérations ; la série des questions proposées par M. Target présentait ce premier article.

« Le roi peut inviter l'assemblée nationale à prendre un objet en considération, mais la proposition des loix appartient exclusivement au corps législatif. »

M. Desmeuniers observait qu'il vaudroit mieux dire, *appartient aux représentans de la nation* ; M. Legrand, qu'il seroit essentiel de borner la prérogative royale à proposer de prendre un objet en considération, lorsqu'il s'agira d'une ancienne loi, mais non lorsqu'il s'agira d'en faire une nouvelle, parce qu'alors il auroit l'initiative de la loi.

M. Martineau disoit que l'article étoit nécessaire & bien rédigé avec l'amendement de M. Desmeuniers, parce que le roi pouvant proposer un objet pour être mis en con-



sidération, il est prudent d'excepter l'initiative de la loi, sans quoi les ministres, sous prétexte de demander que l'on prît un objet en considération, pourroient s'emparer du droit de proposer les loix, & bientôt celui de les faire.

L'article a passé avec les mots, *représentans de la nation*, substitués à ceux, *d'un corps législatif*. On a aussi substitué le mot *loi* au mot *décret*, & il a été rédigé & adopté en ces termes :

« Le roi peut inviter l'assemblée nationale à prendre un objet en considération, mais la proposition des loix appartient exclusivement aux représentans de la nation ».

On a passé à l'article suivant, qui, après d'assez longs débats, a été décrété ainsi :

« Le pouvoir exécutif ne peut faire aucune loi, même provisoire, mais seulement des proclamations conformes aux loix, pour en ordonner ou en rappeler l'exécution.

Un autre article rédigé par le comité, portoit :

« La création & la suppression des offices, commissions, & emplois, appartient exclusivement au pouvoir législatif.

Cet article a donné encore lieu à des débats très-longes & à des épreuves très-tumultueuses, lorsqu'il s'est agi de la délibération. On a proposé plusieurs amendemens sur les mots, *exclusivement*, *commissions* & *emplois*, le mot *exclusivement* a été conservé, les deux autres supprimés.

M. le duc d'Aiguillon a proposé un autre amendement tendant à déclarer qu'aucun citoyen ne pourra être destitué de son emploi, sans un jugement préalable, rendu suivant les formes prescrites par la loi.

On objectera, disoit M. d'Aiguillon, qu'il est des cas où il est nécessaire que le roi puisse destituer subitement un officier; vous lui donnerez le pouvoir de suspendre tout exercice seulement, sans destitution. Cet amendement, ou plutôt cette motion incidente a été ajournée.

Revenant à la motion principale, quelques membres ont proposé d'ajouter à l'article ces mots, *avec la sanc-*



*tion du roi.* Cet amendement étoit incompatible avec le mot *exclusivement* qui avoit été conservé; il a paru tel à une grande partie de l'assemblée, qui a réclamé la rédaction de M. Alexandre de Lameth, ainsi conçue.

« La création & la suppression des offices ne pourra avoir lieu qu'en exécution d'un acte du corps législatif, *sanctionné par le roi* ».

Ces derniers mots étoient sans doute inutiles d'après le décret qui a fixé la forme du refus & du consentement du roi aux actes législatifs; on a cependant adopté l'article tel qu'il vient d'être rapporté.

Pour bien faire le sens de cet article, il est essentiel de se rappeler que c'est le pouvoir constituant qui l'a ainsi décrété, en déterminant les formes du pouvoir législatif dans les législatures à venir; & que le pouvoir constituant ne peut être soumis à la sanction royale pour les actes émanés de lui, parce qu'une nation, qui est le souverain, est toujours la maîtresse de se constituer comme elle veut.

Au milieu des témoignages de patriotisme que la ville de Paris ne cesse de donner, il faut distinguer celui que les députés du district de Saint-Magloire ont venus annoncer à l'assemblée nationale; ce sont des habitans d'une immense cité qui viennent se précipiter au devant de l'impôt qui doit sauver la patrie; nous rendrons compte demain des motifs qu'ils ont exposés, parce que les grands exemples ne sauroient être trop connus.

Après cette députation, on a reçu celle de la compagnie des bas-officiers des invalides de service au château des Thuilleries.

Que des citoyens sur qui la France a des yeux; que des hommes favorisés de la fortune ou élevés aux premières classes de la société, viennent au secours de la patrie dans des temps malheureux, ce n'est qu'une générosité facile qui ne dérobe rien à leurs jouissances; mais



de pauvres invalides, à qui, pour récompense de leurs blessures & de leurs anciens travaux, on donne magnifiquement cinq à six sous par jour, ne peuvent faire des dons à la patrie que par le sacrifice de leurs besoins les plus réels; & quand, pour y avancer en âge, ils s'exposent à manquer du nécessaire pendant deux jours, ils ne peuvent être animés que d'un patriotisme bien pur & d'un enthousiasme plus noble encore que celui qui les conduisoit dans leur jeunesse sur un champ de bataille.

Ce sont de pareilles leçons données par la pauvreté généreuse, à l'avare opulence oisive, que nous préférons de recueillir dans les fastes de la nation. Voici le discours que ces bons militaires ont prononcé en portant leur offrande patriotique.

Tout citoyen français, tout brave & bon soldat,  
Jusqu'au dernier soupir doit soutenir l'état.

#### NOSSEIGNEURS,

« Permettez que de vieux serviteurs toujours jaloux de gloire, se repaissent encore journellement de celle qu'ils ont acquise dans les combats, & que desirant d'en acquérir une nouvelle, ils vous prient de vouloir bien agréer, comme un foible témoignage de leur amour pour la patrie & de leur admiration pour vos sages décrets, une somme de 100 livres, destinée à être versée dans la caisse nationale, (ils sacrifient deux jours de leur paye) leur regret est de ne pouvoir faire un don plus considérable; de ne l'avoir pas fait des premiers; & leur desir est que leur exemple soit suivi par ceux qui sont dans le cas de donner.

« Depuis l'ouverture de votre auguste assemblée, ils ont renoncé aux doux plaisir de parler de guerre & de batailles, pour ne s'occuper que de vos importantes délibérations; pénétrés de respect pour le zèle qui vous anime, & dont vous ne cessez de donner des preuves à l'envie les uns des



autres, ils adresseront des vœux au ciel, pour qu'il vous aide à parvenir au but que vous vous proposez, & qui doit vous couvrir un jour d'une plus grande gloire que le gain d'une bataille». Signés Franquet, Treslin, Stybaut, Naléz, députés de la compagnie des bas-officiers invalides, détachés au château des Tuileries.

Après des applaudissemens répétés, qui ont été donnés à cette action généreuse & au style de leur discours, M. le président a répondu : « le nouveau sacrifice fait par d'anciens guerriers à la patrie, ne peut être vu qu'avec attendrissement par tous les bons citoyens. L'assemblée me charge de vous en témoigner sa satisfaction. »

On a demandé l'impression du discours des Invalides.

## A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement a commencé au quatre-vingt-onzième numéro, & finira au cent-vingtième; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.